



# Appui aux activités nationales REDD+ : Cadre du Programme global 2011-2015 RÉVISION BUDGÉTAIRE ET DU PLAN DE TRAVAIL POUR 2014

---

ONZIÈME RÉUNION DU CONSEIL  
D'ORIENTATION DU PROGRAMME  
ONU-REDD

---

8-10 décembre 2013  
Genève, Suisse

# DOCUMENT DU PROGRAMME ONU-REDD

## Révision budgétaire (Décembre 2013)

### Page de couverture

Intitulé du Programme :

**Programme ONU-REDD – Appui aux activités nationales REDD+ : Cadre du Programme global 2011-2015 (SNA)**

Résultat(s) du Programme : **La présente révision budgétaire porte sur les Résultats 1-8 du SNA et sur leurs Réalisations connexes.**

Durée du Programme : 4 ans et 6 mois

Dates de début/de fin anticipées :  
1 juillet 2011 / 31 décembre 2015

Option(s) de gestion des allocations de fonds :  
canalisées

Gestionnaire/Agent administratif : PNUD  
(selon le cas/le cas échéant)

Sources de financement du budget : Le Fonds  
du Programme ONU-REDD

Distribution des Fonds affectés :

FAO : 10 013 210 USD  
PNUD : 8 878 741 USD  
PNUE : 5 834 027 USD

Révision du budget total estimé : 24 725 978\* USD

Ainsi ventilé :

1. Budget financé : 24 725 978 USD

2. Budget non financé : -----

Allocations budgétaires approuvées par le Conseil  
d'orientation du Programme ONU-REDD, le 14 octobre  
2011 :

19 995 981\*\* USD

Allocations budgétaires approuvées par le Conseil  
d'orientation du Programme ONU-REDD, le 25 juin  
2012 :

1 440 565 USD

Allocations budgétaires approuvées par le Conseil  
d'orientation du Programme ONU-REDD, le 27 octobre  
2012 :

47 578 767\*\*\* USD

Allocations budgétaires approuvées par le Conseil  
d'orientation du Programme ONU-REDD, les 26 et 27  
juin 2013 :

4 380 000 USD

Budget total révisé : 98 121 291 USD

\* Le budget total estimé inclut à la fois les coûts du  
Programme et les coûts d'appui indirects.

\*\* 24 185 981 USD ont été approuvés par le Conseil  
d'orientation, dont 4 190 000 USD ont été rééchelonnés en  
2013.

\*\*\*Sur la totalité du montant approuvé 613 695 USD ont été  
directement octroyés au PNUE par le gouvernement  
espagnol.

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Dans un souci d'aider au maximum les pays à répondre à leurs besoins formellement identifiés en matière de REDD+, le Programme ONU-REDD n'a cessé d'en innover et ajuster l'exécution. Depuis le début de 2012, après avoir présenté aux pays des procédures parfaitement explicitées pour leur permettre de solliciter un appui ciblé, le Programme a considérablement intensifié son exécution dans tous les domaines d'activité du système d'« [Appui aux activités nationales REDD+ - Cadre du Programme global 2011-2015](#) » (SNA) à la demande directe des pays. Le rapport d'étape semestriel de 2013 souligne que le Programme ONU-REDD fournit à présent un appui direct à 17 pays à travers des Programmes nationaux, et que des demandes d'appui ciblé de 26 pays ont été approuvées dans le cadre du SNA. Fait remarquable : les demandes d'appui ciblé sont passées de 15 pays appuyés en juin 2012 à 26 pays en juin 2013. Comptant 48 pays ayant le statut de partenaires du Programme ONU-REDD et 31 autres pays en attente d'octroi d'un financement des Programmes nationaux, le SNA est désormais considéré être une composante essentielle de l'exécution du Programme ONU-REDD.

Misant sur une exécution accrue impulsée par un appui ciblé, dans les domaines identifiés en priorité suite à une [Évaluation conjointe ONU-REDD – FCPF des besoins des pays](#) (CNA) menée en 2012, et respectant la demande des pays à savoir bénéficier d'un appui ciblé, la révision budgétaire et du plan de travail proposée pour la mise en œuvre en 2014 du SNA du Programme ONU-REDD porte sur les Résultats 1-8 et les réalisations connexes. Elle a été élaborée dans l'intention de permettre au Programme ONU-REDD d'atteindre le degré d'ambition proposé dans sa « Stratégie de 2011-2015 » quant au nombre de pays appuyés et aux avancées réalisées dans la mise en œuvre de la REDD+. Ce sont les nouveaux engagements et contributions – qui permettent d'intensifier l'appui assuré par les Programmes nationaux et le SNA – qui ont rendu possible cette révision budgétaire. Celle-ci propose de renforcer les activités menées dans tous les domaines d'activité du Programme, tout en assurant l'établissement et la consolidation de partenariats qui contribueront à atteindre dans leur ensemble les objectifs que poursuit le Programme, c'est-à-dire appuyer les pays dans les efforts qu'ils déploient pour réduire le déboisement et la dégradation des forêts, et pour conserver et renforcer les stocks de carbone forestier et améliorer la gestion forestière durable.

Avant tout, la révision budgétaire de 2014 et du plan de travail du SNA qui a été proposée vise à : a) améliorer le *backstopping* (adossement ou appui technique) de l'action nationale des pays bénéficiant de l'appui des Programmes nationaux ou recevant un appui ciblé ; b) accroître le nombre de pays recevant un appui ciblé dans tous les domaines du Programme ; c) appuyer les pays souhaitant effectuer une évaluation des besoins d'un point de vue technique et financier, avec pour perspective de déterminer l'ampleur de l'éventuel appui supplémentaire que le Programme ONU-REDD ou d'autres sources pourraient leur octroyer ; d) intensifier les actions de sensibilisation du secteur privé et les mesures portant sur les aspects économiques liés au déboisement ; e) créer une plate-forme de gestion des savoirs solide, fondée sur les leçons acquises et sur une coopération Sud-Sud ; f) fournir des services de Secrétariat prompts et efficaces, notamment répondre aux sollicitations du Conseil d'orientation.

À l'aune de cette présentation, la sollicitation formulée auprès du Conseil d'orientation est d'approuver l'allocation de 24 725 978 USD supplémentaires aux Résultats 1-8 pour 2014 selon la ventilation ci-après :

Résultat <sup>12</sup>	Allocation budgétaire supplémentaire (USD)
1 : Les pays REDD+ sont dotés des systèmes et des capacités nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités MRV et de suivi	6 062 317
2 : Des systèmes de gouvernance nationale crédibles et intégrateurs sont élaborés en vue de la mise en œuvre de la REDD+	3 869 839
4 : Les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes participent effectivement aux processus décisionnels, à l'élaboration de stratégies et aux initiatives de mise en œuvre relatives à la REDD+, aux niveaux national et international	3 696 850
5 : Les garanties (sauvegardes) sont gérées et respectées et les avantages multiples de la REDD+ sont garantis	1 930 053
6 : Les stratégies et les investissements relatifs à la REDD+ stimulent les processus de transformation en faveur d'une économie verte	2 502 516
7 : Développement, gestion, analyse et partage des connaissances du Programme ONU-REDD en vue d'appuyer les efforts de REDD+ à tous les niveaux	3 397 972
8 : Le Programme ONU-REDD offre aux pays partenaires du Programme ONU-REDD, au Conseil d'orientation et aux Organismes participants des Nations Unies des services de secrétariat prompts et efficaces	3 266 432
<b>Total (USD)</b>	<b>24 725 978</b>

Voir également le Formulaire de soumission budgétaire connexe du SNA, UNREDD/PB11/2013/III/3b

---

<sup>2</sup> Les activités sous la rubrique Résultat 3 ont été transférées dans le Résultat 2 ou reportées en 2015. Voir le document [« Appui aux activités nationales REDD+ - Cadre du Programme global 2011-2015 – Examen budgétaire 2013-2014 »](#), approuvé à l'occasion de la neuvième réunion du Conseil d'orientation, en octobre 2012.

## 1. CONTEXTE

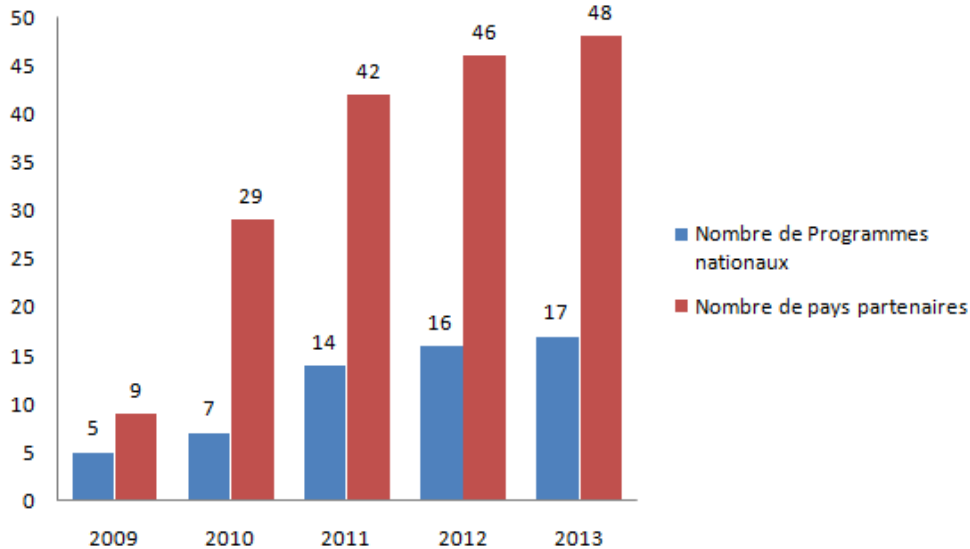
### ***Programme ONU-REDD – Son édification sur la compréhension du paysage évolutif de la REDD+***

Depuis 2008, le Programme ONU-REDD travaille aux côtés des pays et d'autres initiatives REDD+ à résoudre les problématiques majeures concernant la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement. Cela dit, les défis que doivent relever ces pays demandent un déploiement d'efforts encore plus soutenu de leur part. En s'appuyant sur la compréhension du paysage évolutif de la REDD+ et sur les contributions des pays récipiendaires et donateurs et les parties prenantes mondiales et locales, le Programme ONU-REDD a peu à peu affiné ses modalités d'appui pour tenir compte des besoins des pays. Le Programme est en ce moment à un tournant important, devant élargir l'action REDD+ afin de répondre aux demandes continues des pays exprimées pendant les différentes phases de la REDD+ et pour pouvoir avancer sur la base des enseignements tirés à ce jour.

Au cours des cinq dernières années, le Programme ONU-REDD s'est activement développé, appuyant au départ neuf pays pilotes pour inclure aujourd'hui 48 pays partenaires. Parmi ceux-ci, on en compte 17 qui bénéficient de Programmes nationaux et trois autres qui ont été invités à présenter leurs DPN (documents de Programme national). Trente pays reçoivent un appui ciblé impulsé par la demande, en complément des Programmes nationaux et autres actions menées en faveur de la REDD+ au plan national. À vrai dire, l'augmentation du nombre de pays appuyés *via* les Programmes nationaux et bénéficiant d'un appui spécifique aux pays, a été soutenue par le travail préparatoire du document « [Appui aux activités nationales REDD+ - Cadre du Programme global 2011-2015 \(SNA\)](#) », avalisé par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD en 2011. D'autre part, la mise au point de méthodologies, d'approches et de directives par des spécialistes du Programme, en étroite coordination avec les activités menées au niveau des pays, a permis aux pays partenaires d'avancer en ce qui concerne la REDD+ dans le respect des meilleures pratiques adaptées à leurs circonstances nationales. Au fur et à mesure que les pays se tournent vers des activités de démonstration, l'importance - que revêt l'exceptionnel panachage d'appuis à travers des fonctions d'appui international, des appuis spécifiques aux pays et des appuis directs octroyés par le Programme ONU-REDD – devient de plus en plus évidente.

Au nombre des avantages indirects qu'apportent le SNA et les Programmes nationaux, il convient de citer les nombreux pays qui sont capables d'obtenir un appui d'autres sources, entre eux du FCPF, du FIP et de la coopération bilatérale. Le Costa Rica, le Mexique et le Suriname font partie des pays n'ayant pas reçu d'appui de la part des Programmes nationaux, mais qui ont réussi à obtenir d'autre forme d'appui et à renforcer leurs actions nationales en faveur de la REDD+ à travers le SNA (Voir la Figure 1).

**Pays partenaires du Programme ONU-REDD et Programmes nationaux  
2009 - 2013**



**Figure 1.** Nombre de pays partenaires du Programme ONU-REDD et nombre de pays bénéficiant de l'appui des Programmes nationaux à partir de 2009 jusqu'en octobre 2013.

La physionomie du paysage de la REDD+ s'est modifiée suite aux décisions de La Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) depuis 2010, aux leçons tirées de la mise en œuvre de la préparation à la REDD+ et à une prise de conscience plus forte de l'importance et du potentiel de la contribution de la REDD+ à l'adaptation aux effets du changement climatique et à son atténuation ainsi qu'au développement durable dans son ensemble. Désormais, les composantes clés de la REDD+ sont clairement définies et la CCNUCC a mis au point des directives techniques bien précises. Il est maintenant possible d'échanger les enseignements tirés des expériences des premiers pays qui ont contribué aux actions en faveur de la REDD+, ces enseignements ayant à leur tour apporté leur nouveau lot de défis et d'opportunités. Les domaines d'activité se sont élargis et de nouveaux besoins ont surgi. Alors que les pays progressent en termes d'actions menées en faveur de la REDD+, les directives techniques et un appui spécifique aux pays tenant compte des circonstances nationales deviennent de plus en plus indispensables. En outre, les avancées vers la Phase 2 et les activités de démonstration sont devenues réalité et un nombre de plus grand de pays se préparent à recevoir des contributions basées sur les résultats. En résumé, le moment est arrivé de faire le point sur les avancées de la mise en œuvre de la REDD+ et d'évaluer les arrangements et outils institutionnels, techniques et financiers clés qui demandent à être élaborés, pour être à même de fournir un appui adéquat permettant aux pays d'offrir des résultats méthodologiquement cohérents, transparents et respectueux des garanties associées à la REDD+.

Les progrès accomplis en ce qui concerne la mise en œuvre de la REDD+ ont aussi accru la demande pour un partage et une gestion des savoirs. L'efficacité de la REDD+ dépend des acteurs concernés et des politiques de changement transformationnel, mais aussi de la disponibilité d'informations fiables et de la création de savoirs capables de soutenir de tels changements. Les pays et les parties prenantes veulent profiter de leurs expériences mutuelles et collaborer sur une base mieux structurée. La coopération Sud-Sud s'est renforcée aussi bien au niveau mondial que régional, phénomène qu'étaient de nombreux exemples d'accords, d'échanges et de communautés de pratique. En fait, les avancées de la REDD+ ont prouvé qu'il n'y a pas qu'une seule REDD+, mais qu'il existe tout un catalogue de politiques, de mesures et de changements comportementaux qui contribuent non seulement à réduire les émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, mais aussi à conserver et améliorer les stocks de carbone. D'autre part, il existe aussi plus d'une façon de déployer les efforts en faveur de la REDD+, ceci dépendant de l'endroit où se situe un

pays sur l'enveloppe forestière et d'autres circonstances nationales. Il s'ensuit que les savoir dans le contexte de la REDD+ se rapportent aux connaissances techniques et scientifiques ainsi qu'au volume d'informations émergeant de l'expérience pratique de la mise en œuvre. Il est essentiel de faire connaître systématiquement les exemples de réussite, les enseignements tirés et les approches novatrices, tout comme il est important de gérer les informations menant à la connaissance pour aboutir à une REDD+ cohérente impulsée par les pays.

L'évolution du paysage de la REDD+ a également permis d'adopter de nouvelles approches. La communauté aspirant à la REDD+ s'est rendue compte que les besoins nécessaires à la préparation à la REDD+ ne sont plus les mêmes s'étant modifiés au fil du temps. L'absence d'engagements définitifs de la part de la CCNUCC, l'octroi de financements loin de correspondre au volume et au rythme prévus à l'origine, et la complexité de plus en plus évidente de la gouvernance de la REDD+ sont autant de facteurs qui expliquent que les pays ont une expérience différente de la REDD+ et que, par conséquent, leurs capacités et besoins ne sont pas les mêmes. Guidés en premier lieu par les décisions de la CCNUCC et polarisant leur attention sur la réception de paiements en contrepartie des résultats de leurs activités, les pays ont structuré les efforts qu'ils déploient en faveur de la REDD+ de différentes façons. Même s'ils ont des points en commun et qu'il leur est possible de partager les leçons acquises, les pays ont procédé à une évaluation de leurs besoins pour les aider à réaliser leur phase de préparation et, ainsi, ils devraient pouvoir recevoir l'appui qui leur permettrait de répondre à leurs besoins et circonstances spécifiques.

Compte tenu de l'évolution du paysage de la REDD+, de l'incertitude de l'architecture et de la situation des financements sur le plan international, et des besoins des pays auxquels il est impératif de répondre si l'on veut que les choses avancent et pour insuffler un dynamisme continu dans de plus en plus de pays, il est grand temps d'intensifier la capacité du Programme ONU-REDD à appuyer comme il se doit les pays dans les efforts qu'ils déploient en faveur d'une REDD+ basée sur les résultats. Il est important de souligner que la [Stratégie 2011-2015 du Programme ONU-REDD](#), entérinée par le Conseil d'orientation en 2010, a entre autres éléments clés l'ambition de fournir un appui ciblé, soutenu et stratégique, à 20-40 pays individuels dans un ou plusieurs domaines d'activité du Programme. Elle indique aussi avoir pour objectif d'apporter un appui en faveur de la préparation initiale à 20 autres pays, sur la base des enseignements tirés de l'appui de « démarrage rapide » dont ont bénéficié les premiers neuf pays pilotes

## 2. PLAN DE TRAVAIL DU SNA ET RÉVISION BUDGÉTAIRE PROPOSÉS POUR 2014

### 2.1 Objectifs

Renforcer l'appui offert aux pays pour leur permettre d'avancer vers la réalisation de la Phase 2 est l'objectif de la révision budgétaire pour 2014. Maints pays et bailleurs de fonds ont demandé que le Programme ONU-REDD intensifie l'appui aux pays qui se lancent à l'heure actuelle dans des activités de démonstration. Tout en élaborant sa nouvelle stratégie et en s'évertuant à répondre aux besoins urgents des pays, le Programme tend à œuvrer avec les pays principalement en apportant un appui ciblé dans tous les domaines appropriés en vue d'accélérer l'exécution de la Phase 1 et pouvoir entrer dans la Phase 2 de la REDD+. À noter que la révision tient particulièrement compte des pays dont les besoins ont été identifiés. En dépit de l'appui direct traditionnel qu'apportent aux pays les Programmes nationaux, de plus en plus nombreux sont ceux qui considèrent qu'il devient nécessaire de disposer d'un *backstopping* plus performant, qui soit basé sur les enseignements tirés. À cet égard, la présente révision budgétaire propose de dynamiser l'appui ciblé, ainsi que le *backstopping*, et de le consolider, en faisant tous les efforts possibles pour répondre efficacement aux nouveaux besoins des pays.

Par le canal de l'appui ciblé le Programme ONU-REDD tend à également appuyer les pays souhaitant effectuer des évaluations des besoins nationaux d'un point de vue technique et financier. Les priorités ressortant de ces évaluations nous renseigneront sur l'étendue de l'éventuel appui supplémentaire que devront fournir le Programme ONU-REDD ainsi que d'autres sources. Les résultats de ces évaluations pourront également permettre de relier les pays à des réseaux et des plates-formes de savoirs aux fins de partage des expériences. Pour résumé, on s'attend à un renforcement du leadership des pays sous l'impulsion de programmes et d'activités de préparation plus étroitement intégrés et mieux coordonnés, d'une utilisation plus large des savoirs et d'un meilleur ordonnancement des activités bénéficiaires de l'appui.

Dans l'ensemble, la révision budgétaire de 2014 propose d'atteindre les objectifs ci-après :

- Un renforcement des capacités en vue de fournir le *backstopping* nécessaire sous la direction d'équipes de conseils techniques régionales.
- Un *backstopping* renforcé permettant de créer et de mettre en œuvre des systèmes nationaux de surveillance des forêts (NFMS - National Forest Monitoring Systems) et des systèmes de mesure, notification et vérification (MRV – Measurement, Reporting & Vérification) ainsi que des niveaux d'émission de référence (REL) et des niveaux de référence (RL).
- Un appui ciblé plus fiable permettant aux pays de recevoir un appui dans des domaines d'activités spécifiques, en complément de leurs Programmes nationaux ou des autres actions qu'ils mènent en faveur de la REDD+, ainsi que de répondre aux besoins spécifiques des pays que des évaluations des besoins auront permis d'identifier.
- Des approches systématiques et novatrices en matière d'appui aux pays, fondées sur des évaluations rapides des besoins pour permettre aux pays de structurer leur demande d'appui d'une façon plus affinée et de faire avancer efficacement la préparation à la REDD+.
- Une amélioration des cadres juridiques et des régimes fonciers en faveur de la REDD+, ainsi qu'un soutien des approches nationales au regard des systèmes de partage des avantages.
- Un élargissement de l'appui à la participation des parties prenantes aux processus REDD+, surtout au niveau national, et à l'élaboration de mécanismes de résolution des conflits.
- Des arrangements institutionnels favorables, à l'échelle nationale, pour l'octroi de fonds nationaux en faveur de la REDD+.



- Une plate-forme optimisée à partir de laquelle il sera possible de renforcer les capacités, de gérer et de partager les savoirs en vue de soutenir l'intensification de l'action en faveur de la REDD+, notamment en faisant appel à la coopération Sud-Sud.
- Une action plus concrète visant à engager le secteur privé au niveau national et à créer un contexte propice à la mobilisation de fonds privés. Un renforcement de l'action, au niveau national, en faveur d'une approche des facteurs de déboisement axée sur la demande.

## 2.2 Description du plan de travail et de la révision budgétaire proposés

Le plan de travail et le budget, objets du présent document, sont le résultat d'un examen effectué par les organismes participants des Nations Unies – la FAO, le PNUD et le PNUE -, sous la coordination du Secrétariat du Programme ONU-REDD.

La révision adhère à la Stratégie 2011-2015 du Programme ONU-REDD. Dans son ensemble, la formulation du Programme SNA reste fidèle au document original « [Appui aux activités nationales REDD+ : - Cadre du Programme global 2011-2015](#) », dûment signé par les divers organismes et avalisé par le Conseil d'orientation le 9 août 2011.

Comme nous l'avons précisé précédemment, l'un des principaux objectifs du plan de travail et de la révision budgétaire de 2014 est l'engagement de renforcer la capacité du Programme ONU-REDD à aider les pays à édifier et consolider les piliers de la préparation à la REDD+. À cet égard, le Programme se propose de donner une nouvelle dimension – cette fois-ci plus ambitieuse – au budget 2014 du SNA, à savoir apporter un appui nettement plus élargi à davantage de pays. Il est proposé d'appliquer l'augmentation à toutes les réalisations incluses dans la fourchette des Résultats 1 à 7, en vue de répondre aux besoins des pays grâce à une intensification du *backstopping* et de l'appui ciblé, et ce à la demande des pays. Il est aussi proposé d'offrir des budgets plus ambitieux pour des réalisations spécifiques qui tiennent compte des priorités ci-dessus citées. La stratégie du Programme ONU-REDD consistera à continuer de mobiliser ses compétences maintes fois démontrées pour appuyer la préparation à la REDD+ nationale - par sa présence, ses capacités techniques, les relations multipartites et l'expérience acquise au niveau de la collaboration Sud-Sud - pour mettre en œuvre des activités qui sont des points d'entrée stratégiques pour une exécution immédiate et qui, ensemble, permettront d'édifier une structure holistique destinée à fortifier les processus de préparation à la REDD+ des pays.

Dans le cas du Résultat 1, le Programme ONU-REDD a l'intention d'appuyer davantage la consolidation et l'affinement des systèmes NFMS et MRV, et aussi d'avoir recours à une approche de développement par étapes des REL et RL. On envisage également de renforcer – au niveau aussi bien régional que mondial – la coopération Sud-Sud au regard de l'information, du partage des outils et du renforcement des capacités. Une attention particulière sera en outre prêtée à l'appui du renforcement des capacités institutionnelles au niveau national ainsi qu'à la formation, à travers des dispositifs institutionnels solides, de sorte à relever les éventuels défis soulevés en garantissant le maintien de la continuité et de la stabilité de la capacité nationale au niveau des systèmes de suivi et MRV. Les partenariats régionaux, qui cherchent à renforcer les capacités des systèmes NFMS et MRV, seront consolidés, de sorte à garantir un cycle d'apprentissage vertueux. Il est proposé d'octroyer une augmentation de 106 pour cent au budget du Résultat 1 en 2014, pour élargir l'appui offert à des pays partenaires de plus en plus nombreux.

S'attachant à créer un environnement porteur, favorisant la mise en place de régimes REDD+ intégrateurs, transparents et productifs – aptes à mobiliser des fonds et l'engagement de parties prenantes de différents secteurs de manière efficace, en vue de préparer les pays à des paiements basés sur les résultats – la révision budgétaire du Résultat 2 propose d'accroître la capacité de la

SNA pour affecter un appui ciblé à toutes les réalisations. L'activité de gouvernance sera particulièrement renforcée par la création de cadres solides applicables à la REDD+ et adaptés aux circonstances nationales. Ces cadres englobent des évaluations des conditions favorables et des structures organisationnelles, sur lesquelles reposent la création de fonds nationaux destinés à la REDD+ et le degré d'appui à offrir pour couvrir les indispensables arrangements et réformes à prévoir. Il est aussi envisagé de préparer des programmes d'investissement au profit de la REDD+ et d'appuyer des dispositifs de gouvernance des fonds nationaux destinés à la REDD+ dans un certain nombre de pays, en fonction des progrès accomplis par les pays au niveau des activités de préparation à la REDD+. La région du Bassin du Congo en particulier fait partie des activités à prévoir ; le Programme ONU-REDD a l'intention d'y consolider la coopération avec des initiatives régionales et d'agir sur la base des progrès que la République démocratique du Congo a accomplis en termes de création de fonds destinés à la REDD+ sur le plan national et d'intégration de la REDD+ dans sa matrice de gouvernance économique. Par ailleurs, l'allocation de ressources supplémentaires au Résultat 2 permettra aussi au Programme ONU-REDD de mieux répondre aux demandes d'assistance des pays concernant le développement de leurs cadres juridiques et arrangements fonciers associés à la REDD+. À noter que la révision budgétaire permettra aussi au PNUD de contribuer dans ce domaine d'activités à rassembler les cadres institutionnels et juridiques, en vue d'une participation accrue du secteur privé à la REDD+ au plan national. Il faut aussi mettre en exergue le renforcement du travail accompli sur les systèmes de partage des avantages inclusifs au niveau national. Dans le cas du Résultat 2, une augmentation de 64 pour cent est proposée.

Compte tenu de la demande croissante d'engagement des parties prenantes et d'une prise de conscience de plus en plus forte que ledit engagement est assujéti à des investissements cohérents et continus, le Programme ONU-REDD s'évertue à fournir l'opportunité de mobiliser l'engagement des parties prenantes en attachant une importance particulière : (a) aux pays partenaires qui ne reçoivent aucun appui des Programmes nationaux ONU-REDD, mais qui sont sélectionnés en priorité en raison de leur possibilité de se voir octroyer des financements de la part des Programmes nationaux, ou parce qu'ils ont le potentiel de servir de pays pilotes ou de précurseurs compétents dans le cadre de l'engagement des parties prenantes ; et (b) aux pays qui ont pris de l'avance au regard de l'initiative REDD+ et qui, de ce fait, peuvent servir de terrains d'essai pour l'application de concepts et d'approches plus avancés - dont la directive CPLCC (consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause) et les doléances et plaintes - ,et qui tiennent lieu d'exemples pour les autres pays partenaires. Il est prévu d'établir une collaboration de fond avec des partenaires de premier rang, au nombre desquels le FCPF, L'organisation internationale du Travail (OIT), le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Groupe de la gouvernance démocratique du PNUD et ONU Femmes. Le Programme œuvrera sur une base individuelle avec chaque pays pour instaurer des mécanismes garantissant la bonne coordination des actions entreprise dans les pays et pour combler toute insuffisance présente en termes de capacités et d'institutions. Le budget révisé proposé est de 5 460 816 USD et il devrait être avant tout octroyé à titre d'appui spécifique aux pays (68 pour cent).

D'autre part, la révision budgétaire permet aussi au Programme ONU-REDD d'élargir son appui aux pays, pour appliquer effectivement des garanties et pour démontrer comment les gérer à travers l'élaboration et la mise en œuvre de Système d'information de garantie (SIS - Safeguards information systems). L'octroi de l'appui sera basé sur l'approche des garanties du Programme ONU-REDD récemment consolidée, selon le processus suivante : (i) définition des objectifs de l'approche des garanties , notamment l'interprétation des décisions de la CCNUCC d'un point de vue des pays et prise en compte des risques sociaux et environnementaux spécifiques ainsi que des avantages éventuellement associés à la REDD+ dans le pays ; (ii) formulation des politiques, des lois et réglementations (PLR) applicables aux garanties rattachées à la REDD+ ; et (iii) développement des systèmes SIS. L'intérêt d'un appui élargi est particulièrement pointu. Par exemple, les participants qui représentaient les pays partenaires, au cours de l'atelier régional du Programme ONU-REDD sur

les garanties et les avantages multiples, qui s'est tenu en Afrique à Nairobi en septembre 2013, ont laissé entendre que les prochaines initiatives et les besoins de renforcement des capacités devaient intégrer les postes suivants : une perception améliorée du contexte de la CCNUCC, un examen (notamment de leur mise en application) et une formulation des PLR, le développement de SIS, une compréhension des rapports existant entre les garanties de la Banque mondiale / Évaluation environnementale et sociale stratégique (SESA - Strategic Environmental and Social Assessment) et les garanties de Cancún ; une cartographie spatiale ayant trait aux garanties, des ressources communautaires favorisant l'engagement des parties prenantes et une facilitation plus poussée de l'apprentissage Sud-Sud. Des vues et besoins analogues ont été évoqués à l'occasion de [l'atelier international sur les garanties et les avantages multiples qui s'est tenu à Cambridge en novembre 2012](#). Le travail réalisé sur les garanties fait partie des principales demandes des pays dans le cadre de l'appui ciblé. Pour continuer à élaborer des lignes directrices et des approches permettant la mise en œuvre des garanties et des systèmes SIS, il est proposé d'augmenter le budget de 2014 de 46 pour cent.

La révision budgétaire du Résultat 6 portera essentiellement sur l'activité concernant l'engagement du secteur privé, la finance associée à la REDD+ et les facteurs de déboisement. Les autres activités proposées tendent à contribuer à la réduction graduelle du déboisement et de la dégradation des forêts des chaînes logistiques productives et financières en identifiant : (i) les incitations indispensables, les leviers et conditions favorisant l'adoption de pratiques agricoles durables par les acteurs des chaînes logistiques et ; (ii) les instruments et mécanismes financiers permettant de contourner les investissements et financements du secteur privé des activités traditionnelles et de les diriger vers des activités d'exploitation des terres durables et vers la REDD+. Le Programme ONU-REDD s'appuiera sur les avantages comparatifs de l'Initiative de financement du PNUE (IF) et du Fonds pour les produits écologiques du PNUD, pour faire face au plus grand facteur de déboisement (la production de produits agricoles de base) et pour soutenir l'apport de financements et des investissements du secteur privé dans la REDD+ ainsi que la gestion et l'utilisation durables des forêts. Les autres activités portent principalement sur la production de matières premières agricoles en tenant compte simultanément et à la fois de « l'économie physique » (production et consommation) et de « l'économie financière » (transactions et services financiers), en tirant parti du fait que la production et le commerce mondiaux des produits agricoles de base clés sont infiniment concentrés en termes de producteurs/négociants et qu'ils dépendent jusqu'à un certain degré du secteur financier. Parmi ces ensembles d'activités, il est prévu que trois pays pilotes bénéficieront d'un appui ciblé en 2014. Alors que la CCNUCC et de nombreuses initiatives de lutte contre le changement climatique étudient d'autres options permettant de s'adapter aux effets du changement climatique et de les atténuer en se basant sur une approche fondée sur le paysage, et alors que la nécessité des pays d'accommoder les objectifs qu'ils poursuivent en matière de sécurité alimentaire dans le contexte des aménagements paysagers durables devient de plus en plus évidente, il devient d'autant plus pertinent de travailler davantage sur l'économie verte et les chaînes logistiques. Dans cet ordre d'idée, il est essentiel d'intensifier les actions et le travail normatifs, au niveau des pays, pour qu'ils aient un impact notable. L'augmentation proposée du budget est de 87 pour cent.

Dans la révision budgétaire, il a été tenu compte de la nécessité de garantir la continuité et la pérennité des avancées de la REDD, en investissant dans une solide stratégie de gestion des savoirs. Le Résultat 7 a fait l'objet d'une révision approfondie, avec pour objectif de s'assurer que les connaissances et les bonnes pratiques seront débattues, documentées et synthétisées, et que sera disponible le meilleur apprentissage possible sur la REDD+, pour pouvoir y accéder avant, pendant et après des événements et des étapes importantes des processus REDD+. Le Programme ONU-REDD évaluera l'engagement dans des partenariats du savoir stratégiques avec d'autres institutions et organisations multilatérales qui travaillent à la REDD+, en vue de profiter de l'expérience collective, de créer un effet multiplicateur et pour encourager la connaissance à l'appui des pays. En fait, la

révision est fondée sur les composantes clés du Système de Gestion des savoirs du Programme ONU-REDD, à savoir : (i) les initiatives de renforcement des capacités à destination des pays, des institutions et des individus, moyennant toute une panoplie de mécanismes d'exécution, notamment l'Académie REDD+ proposée qui tend à encourager les coordonnateurs de la REDD+ et les responsables des Programmes nationaux à disposer d'une capacité REDD+ holistique et de suivre une formation spécialisée le cas échéant ; (ii) la gestion des leçons acquises pour identifier les domaines de connaissance importants pour la préparation à la REDD+, faisant intervenir des experts en la matière et des personnes possédant une bonne expérience de ces domaines, pour tenter de savoir ce qui marche ou ne marche pas, pour assimiler ces leçons et pour rendre ces connaissances bien plus accessibles pour servir de base aux prises de décision et actions associées à la REDD+ ; (iii) l'examen des produits du savoir existants, notamment la nécessité d'une vue d'ensemble holistique des besoins du savoir parmi les pays partenaires, et des mécanismes de diffusion préférés des connaissances pour indiquer les améliorations à apporter au processus afin de concevoir des produits du savoir en faveur de la REDD+ et pour que les connaissances soient plus accessibles dans l'ensemble du Programme ; et (iv) les technologies de gestion des savoirs, nécessaires pour mettre en rapport les personnes qui travaillent à la REDD+, pour assimiler, organiser et rendre plus accessibles et plus utiles les connaissances et les produits de la connaissance aux parties prenantes de différents secteurs.

Il est essentiel de souligner le rôle qu'assume l'Académie REDD+, qui est en fait une nouvelle réalisation du Résultat 7, Réalisation 7.3 : « Concevoir, créer et gérer une Académie REDD+, dotée des ressources et outils connexes pour renforcer les capacités de la REDD+ ». Il s'agit d'une approche particulièrement novatrice, qui crée un cadre solide dans lequel les besoins des participants sont assujettis à l'exécution des activités de la préparation à la REDD+ sur le terrain, sur la base d'une expérience d'apprentissage à long terme et durable. À vrai dire, l'objectif majeur est d'instaurer une initiative de renforcement des capacités REDD+ axée sur une coopération Sud-Sud (par ex. une « Académie REDD+ »), reposant sur l'expérience, les besoins et les capacités des pays partenaires du Programme ONU-REDD et des organismes partenaires pour former des professionnels à la gestion des initiatives en faveur de la REDD+ à l'échelle des pays selon une approche holistique. Ceci englobera la tenue d'ateliers régionaux (à raison d'un atelier en Afrique, Asie et dans la région de l'Amérique latine et Caraïbes) pour évaluer la dimension de l'initiative et la concevoir en se basant sur les besoins des pays et régionaux, ainsi que la création de méthodes, de supports et de mécanismes de mise en œuvre adéquats. L'échange entre pairs au cours du processus de la conception, encadré des participants à l'initiative de renforcement des capacités réalisée, permettra de bâtir un réseau puissant d'échange Sud-Sud permanent. Les expériences passées du renforcement des capacités serviront de plate-forme pour d'autres spécialisations sur les thèmes associés à la REDD+ dans le cadre d'initiatives pertinentes (lorsqu'il en aura été convenu avec les partenaires), et elles continueront à engager des étudiants ou des diplômés de l'Académie REDD+. Le plan de travail et la révision du budget du Résultat 7 s'élèvent à 3 397 972 USD, incluant l'Académie REDD+.

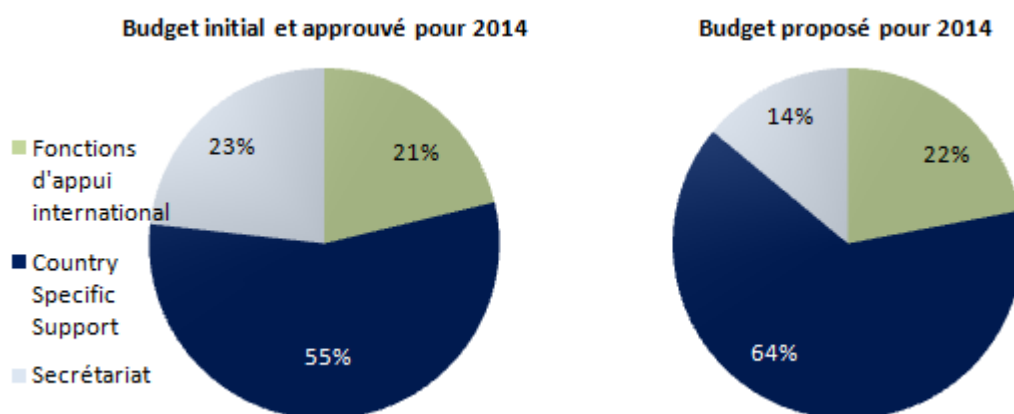
D'autres postes de cette révision budgétaire se rapportent au budget supplémentaire affecté au Secrétariat pour qu'il puisse renforcer sa capacité d'offrir les services requis au Conseil d'orientation et aux pays. Une nouvelle réalisation est proposée pour permettre au Secrétariat de soutenir activement le leadership national afin de l'orienter vers des programmes et des initiatives de préparation plus étroitement intégrés et mieux coordonnés. Le Secrétariat maintiendra une étroite coordination avec les organismes participants pour, à la demande des pays, mener des évaluations des besoins des pays portant sur tous les domaines d'activité de la SNA. Il travaillera également au partage des résultats de ces évaluations et au suivi des développements découlant de ce processus d'évaluation. La Réalisation 8.7 « Le rôle du Secrétariat consiste à soutenir activement le leadership national afin de l'orienter vers des programmes et des initiatives de préparation plus étroitement intégrés et mieux coordonnés » a été ajoutée au Résultat 8 aux fins de suivi et de notification clairs

des résultats de cette approche novatrice. La révision budgétaire du Secrétariat tiendra aussi lieu de processus participatif d'élaboration de la stratégie post-2015 du Programme ONU-REDD et de mise en œuvre d'un système solide de suivi, de notification et d'évaluation basé sur les résultats dans l'ensemble du Programme. Au titre de la révision proposée, 5 pour cent en moyenne des ressources supplémentaires sont allouées au suivi et à l'évaluation du Programme ONU-REDD pour en mesurer l'efficacité et pour en améliorer la responsabilisation. Une augmentation de 3 266 432 USD est proposée pour le budget du Résultat 8.

Davantage d'informations sont fournies dans le Tableau 2 et dans des notes de synthèse séparées.<sup>3</sup> (Se reporter au document UNREDD/PB11/2013/III/3a/Annex). Le Tableau 2 est une description du plan de travail et des activités proposées ainsi que des allocations budgétaires correspondant à chaque résultat et à chaque réalisation. Alors que les activités proposées ont été associées aux réalisations SNA existantes, deux nouvelles réalisations ont été créées pour gérer quelques activités et en faciliter le suivi. Le Cadre de suivi SNA 2013-2014 et ses références, cibles, indicateurs, outils de vérification et risques seront mis à jour en conséquence, sous réserve de l'approbation de la demande.

### 2.2.1 Catégories d'appui

Dans l'ensemble, la révision budgétaire proposée pour 2014 du SNA a pour objectif une augmentation du budget approuvé de 102 pour cent pour un budget d'un montant global de 48 878 652 USD destiné à être mis en œuvre en 2014. Mettant en particulier l'accent sur l'appui spécifique aux pays<sup>4</sup> (appui ciblé, *backstopping* compris), il représentera une moyenne de 64 pour cent du budget du SNA après la révision. Une comparaison, entre la proportion de chaque catégorie d'appui du budget total<sup>5</sup> entre la révision faite en 2012 pour l'année 2014 et cette révision pour l'année 2014, est présentée dans la Figure 2 et le Tableau 1. L'appui spécifique aux pays a augmenté de 55 à 64 pour cent. .



**Figure 2.** Proportion de chaque catégorie d'appui du budget global pour 2014, en comparant l'examen budgétaire de l'année 2014, tel qu'approuvé en octobre 2012, et la révision budgétaire proposée.

<sup>3</sup> Notes de synthèse de l'Annexe II : Engagement du secteur privé et gestion des savoirs, Académie REDD+ comprise.

<sup>4</sup> Chacun des huit résultats SNA englobe des activités qui peuvent être plus ou moins classées sous trois catégories d'appui : i) fonctions d'appui international (ISF -international support functions) ; ii) appui spécifique aux pays (appui ciblé, *backstopping* compris) ; et iii) Secrétariat.

L'appui ciblé intensifié contribuera à donner des leçons éclairées sur la mise en œuvre de différents aspects de la REDD+, mettant en place un cycle vertueux de renforcement des capacités et d'actions impulsées par les pays.

**Tableau 1. Comparaison de la catégorie d'appui : Examen budgétaire de 2012 et révision budgétaire proposée**

Catégories d'appui	Budget initial et approuvé pour 2014				Révision budgétaire proposée pour 2014			
	Fonctions d'appui international	Appui spécifique aux pays	Secrétariat	Total	Fonctions d'appui international	Appui spécifique aux pays	Secrétariat	Total
<b>RÉSULTATS</b>								
1 : Les pays REDD+ sont dotés des systèmes et des capacités nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités MRV et de suivi	11%	89%	0%	100%	8%	92%	0%	100%
2 : Des systèmes de gouvernance nationale crédibles et intégrateurs sont élaborés en vue de la mise en œuvre de la REDD+	9%	91%	0%	100%	10%	90%	0%	100%
4 : Les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes participent effectivement aux processus décisionnels, à l'élaboration de stratégies et aux initiatives de mise en œuvre relatives à la REDD+, aux niveaux national et international	35%	65%	0%	100%	32%	68%	0%	100%
5 : Les sauvegardes sont gérées et respectées et les avantages multiples de la REDD+ sont garantis	20%	80%	0%	100%	20%	80%	0%	100%
6 : Les stratégies et les investissements relatifs à la REDD+ stimulent les processus de transformation en faveur d'une économie verte	43%	57%	0%	100%	46%	54%	0%	100%
7 : Développement, gestion, analyse et partage des connaissances du Programme ONU-REDD en vue d'appuyer les efforts de REDD+ à tous les niveaux	32%	4%	64%	100%	34%	44%	22%	100%
8 : Le Programme ONU-REDD offre aux pays partenaires du Programme ONU-REDD, au Conseil d'orientation et aux Organismes participants des Nations Unies des services de secrétariat prompts et efficaces	-	-	100%	100%	2%	20%	78%	100%
<b>Moyenne</b>	<b>21%</b>	<b>55%</b>	<b>23%</b>	<b>100%</b>	<b>22%</b>	<b>64%</b>	<b>14%</b>	<b>100%</b>

### 3. CONCLUSION

Dans l'ensemble, le plan de travail SNA et la révision budgétaire proposés pour 2014 ont pour objectif une augmentation du budget approuvé de 102 pour cent pour un budget d'un montant global de 48 878 652 USD destiné à être mis en vigueur en 2014. Mettant en particulier l'accent sur l'appui ciblé, l'appui spécifique au pays représente 64 pour cent de ce budget révisé. Il est envisagé que certaines des activités proposées continuent à être mises en œuvre en 2015, selon les résultats obtenus et le montant des fonds disponibles.

Le plan de travail révisé et l'allocation du budget supplémentaire connexe d'un montant de 24 725 978 USD prévu pour l'année 2014, au niveau des résultats et des réalisations, sont présentés sous forme résumée dans le Tableau 2. Le plan de travail comprend deux nouvelles réalisations, c'est-à-dire la réalisation 7.3 : « Concevoir, créer et gérer une Académie REDD+, dotée des ressources et outils connexes pour renforcer les capacités de la REDD+ » et la réalisation 8.7 : « Le rôle du Secrétariat consiste à soutenir activement le leadership national afin de l'orienter vers des programmes et des initiatives de préparation plus étroitement intégrés et mieux coordonnés ».

Les autres éléments du SNA s'alignent sur le plan de travail et le budget figurant dans les documents [Appui aux activités nationales REDD+ : Cadre du Programme global 2011-2015 - Examen budgétaire 2013-2014](#), [Appui aux activités nationales REDD+ : Cadre du Programme global 2011-2015 – Révision budgétaire de l'An 2 \(2013\)](#) et la formulation générale est celle du document original « [Appui aux activités nationales REDD+ \(SNA\) : Cadre du Programme global 2011-2015](#) »



**Tableau 2. Révision consolidée budgétaire et du plan de travail pour 2014 (US dollars)**

Révision : Appui aux Plans d'action REDD+ nationaux - Programme global : Cadre des résultats, plan de travail pour 2014				
DOMAINES D'ACTIVITÉ 1-6				
<i>Domaine d'activité 1: MRV et suivi</i>				
Résultat 1 : Les pays REDD+ sont dotés des systèmes et des capacités nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités MRV et de suivi			Allocation des ressources (USD)	
Réalisations prévues <sup>6</sup>	Activités proposées	Organisme responsable	Postes budgétaires	Montant
Réalisation 1.1 Mise en place d'activités, d'outils et de méthodes utiles à la MRV et au suivi au niveau des pays	1.1.1 Appui à la coopération Sud-Sud en ce qui concerne le partage des données et des outils, et le renforcement des capacités	FAO	Personnel et autres dépenses connexes	186'357
	1.1.2 Élaborer et appliquer des outils et des supports fondés sur les enseignements tirés dans les pays pilotes concernés par la REDD+ qui mettent œuvre des activités MRV et de suivi		Fournitures, marchandises et matériels	17'000
	1.1.3 Organiser des formations régionales (de formateurs) sur des aspects spécifiques des systèmes nationaux de surveillance des forêts, notamment les équations allométriques et d'autres facteurs d'expansion de la biomasse, le développement de la composante télédétection/systèmes d'information géographique (TD/SIG) des systèmes nationaux de surveillance des forêts		Services contractuels	40'000
	1.1.4 Établir des systèmes SIG et TD ainsi que des outils statistiques nécessaires à l'analyse des données concernant l'utilisation des forêts et des terres, et à la création de logiciels et de logithèques en vue de mettre en ligne un portail SIG, de diffuser des informations et de partager des données		Frais de déplacement	328'500
	1.1.5 Améliorer les approches relatives aux inventaires forestiers, en partageant les expériences et les outils tout en s'appuyant sur les approches existantes, afin de pouvoir réaliser des estimations des émissions de carbone, susceptibles d'être mesurées et notifiées		Frais généraux de fonctionnement	12'000

<sup>6</sup>Dans le cas de certaines de ces réalisations, le texte lui-même a été mis à jour dans la révision en cours du cadre de suivi du SNA de 2013-2014.

	1.1.6 Concevoir des outils afin d'appuyer la compilation des communications nationales et des inventaires nationaux sur les gaz à effet de serre (GES) concernant le secteur forestier, en collaboration avec le projet CD-REDD et d'autres initiatives soutenues par le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques			
	1.1.7 Incorporer les informations relatives à la REDD+ dans les systèmes connexes de surveillance de l'utilisation des terres afin de réaliser des synergies entre les exigences liées au suivi de la REDD+ et les besoins de surveillance plus larges concernant le développement durable, et les autres évaluations sur les GES du secteur foncier			
	1.1.8 Créer des activités régionales pour partager les expériences et diverses approches de développement de niveaux de référence et de niveaux d'émission de référence (RLL/REL) (Nouvelle activité)			
	Coût total du programme			<b>583'857</b>
	Coûts indirects 7%			40'870
	<b>Sous-total</b>		-	<b>624'727</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
	<b>Fonctions d'appui international</b>			<b>51%</b>
	<b>Appui spécifique aux pays</b>			<b>49%</b>
	<b>Secrétariat</b>			
Réalisation 1.2 Appui technique à la mise en œuvre à l'échelon national et au renforcement des capacités <sup>1)</sup>	1.2.1 Appui à la formation et au renforcement des capacités institutionnelles au niveau des pays, plus particulièrement en ce qui concerne les dispositifs institutionnels et les besoins en planification (stratégies et plans d'action nationaux)	FAO	Personnel et autres dépenses connexes	1'526'829
	1.2.2 Appui à l'élaboration de méthodes adaptées aux pays et applicables à tous les outils de surveillance des forêts (par exemple inventaire forestier national (IFN), système national de surveillance des forêts, inventaire forestier des émissions de GES dans le domaine de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie, etc.), notamment la fourniture de données		Frais de déplacement	621'752

	géospatiales et satellitaires afin de soutenir les activités de suivi, ainsi que d'autres activités de MRV			
	1.2.3 Proposer des activités de renforcement des capacités institutionnelles et des formations au niveau des pays, sur des aspects spécifiques des systèmes nationaux de surveillance des forêts afin d'améliorer les estimations, notamment les équations allométriques et d'autres facteurs d'expansion de la biomasse		Fournitures, marchandises et matériels	66'355
	1.2.4 Soutenir le développement par les pays de la composante télédétection/systèmes d'information géographique (TD/SIG) des systèmes nationaux de surveillance des forêts, notamment la fourniture de données géospatiales et satellitaires afin de soutenir les activités de suivi		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	56'402
	1.2.5 Établir un seuil critique et une cohérence méthodologique dans tous les pays		Services contractuels	2'768'045
	1.2.6 Proposer des formations et des outils aux pays afin de renforcer leurs capacités à opérer des systèmes durables d'inventaire des émissions de GES et à élaborer des inventaires complets des émissions de GES, en collaboration avec des programmes internes connexes et des partenaires extérieurs, si nécessaire		Frais généraux de fonctionnement	42'477
	1.2.7 Fournir un appui technique aux pays partenaires du Programme ONU-REDD qui mettent en place des inventaires nationaux des émissions de GES, dans le cadre des communications nationales et en collaboration avec les programmes internes connexes			
	1.2.8 Encourager les partenariats régionaux pour renforcer les capacités des systèmes nationaux de surveillance des forêts et le système (Nouvelle activité)			
Coût total du programme			-	5'081'860
Coûts indirects 7%			-	355'730
<b>Sous-total</b>			-	<b>5'437'590</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				

<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>0%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>100%</b>
<b>Secrétariat</b>				
<b>Total résultat</b>				<b>6'062'317</b>
<b>Domaine d'activité 2 : Gouvernance nationale de la REDD+</b>				
<b>Résultat 2 : Des systèmes de gouvernance nationale crédibles et intégrateurs sont élaborés en vue de la mise en œuvre de la REDD+</b>		<b>Organisme responsable</b>	<b>Allocation des ressources (USD)</b>	
<b>Réalisations prévues</b>	<b>Activités proposées</b>		<b>Postes budgétaires</b>	<b>Montant</b>
Réalisation 2.1: Etablissement de systèmes nationaux crédibles et intégrateurs visant à analyser, évaluer et traiter les problèmes relatifs à la gouvernance et à collecter et partager les données en la matière	2.1.2. Élaborer et diffuser un manuel sur la collecte de données relatives à la gouvernance forestière	FAO, PNUD	Personnel et autres dépenses connexes	5'352
	2.1.3. Appliquer l'outil d'analyse du contexte institutionnel (ICA) afin de soutenir les pays dans l'identification des facteurs politico-économiques qui entravent la bonne réalisation de la préparation nationale à la REDD+, et fournir un appui ciblé supplémentaire en faveur du renforcement des institutions		Transferts et subventions	327'103
	2.1.4. Soutenir les évaluations actuellement menées dans 4 pays pilotes – ainsi que dans d'autres pays - sur la gouvernance participative, et fournir un appui technique et stratégique aux pays partenaires du Programme ONU-REDD afin de mener les évaluations sur la gouvernance participative et d'en utiliser les résultats			
	2.1.5. Concevoir des supports de formation, des notes d'orientation et des méthodes de collecte des données à utiliser dans les évaluations sur la gouvernance participative			
	2.1.6. Organiser, faciliter et appuyer les ateliers relatifs aux évaluations sur la gouvernance participative, ainsi que l'échange de savoirs entre les spécialistes des évaluations sur la gouvernance participative			
	2.1.7. Appui ciblé au renforcement des institutions, à la coordination et à l'analyse du contexte institutionnel			
	Coût total du programme			
Coûts indirects 7%				23'272

<b>Sous-total</b>				<b>355'727</b>
<i>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</i>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>1%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>99%</b>
Réalisation 2.2: Renforcement de la mise en œuvre à l'échelon national de la préparation à la REDD+ <sup>1)</sup>	2.2.1 Services de conseil technique et stratégique afin de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de Programmes nationaux et les stratégies nationales REDD+	PNUD	Personnel et autres dépenses connexes	700'000
	2.2.2 Services de conseil aux pays partenaires du Programme ONU-REDD qui entrent dans les processus de préparation à la REDD+ (ex: la conception de feuilles de route de préparation à la REDD+)		Frais de déplacement	50'000
	2.2.3 Fonctions d'assurance qualité pour les Programmes nationaux et appui ciblé		Transferts et subventions	186'916
	2.2.4 Faciliter les échanges de savoirs Sud-Sud et soutenir le dialogue régional entre les pays concernés par le Programme ONU-REDD		Frais généraux de fonctionnement	25'000
	2.2.5 Renforcer l'appui à l'intensification des capacités nationales dans la région du Bassin du Congo : 1) en créant des cadres de mise en œuvre solides et adaptés aux besoins nationaux en faveur de la REDD+ tout en appliquant une gouvernance forestière conçue aux niveaux des pays ; 2) en prévoyant des systèmes de partage des avantages et d'enregistrement de la REDD+ basés sur les meilleures pratiques (Nouvelle activité)			
Coût total du programme				961'916
Coûts indirects 7%				67'334
<b>Sous-total</b>				<b>1'029'250</b>
<i>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</i>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>0%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>100%</b>
<b>Secrétariat</b>				

Réalisation 2.3 Les cadres juridiques relatifs aux forêts sont analysés et renforcés afin de mettre en œuvre les programmes et les stratégies REDD+ à l'échelon national	2.3.1 À la demande des pays, analyser systématiquement les cadres juridiques en vigueur au niveau national liés à la REDD+ dans jusqu'à 6 pays, et identifier les insuffisances et les incohérences qui entravent la mise en œuvre de la REDD+, proposer des moyens pour intégrer les droits d'émission de carbone dans la législation nationale (notamment soutien à la consultation et à la coordination sur ces questions) et identifier les réformes législatives spécifiques qui pourraient être réalisées à court terme (Activité existante élargie)	FAO, PNUF	Personnel et autres dépenses connexes	160'738
	2.3.2 Jusqu'à 6 pays mènent des processus participatifs pour formuler des recommandations visant à résoudre les insuffisances et incohérences juridiques, et pour renforcer et diffuser les travaux analytiques réalisés en 2012 et en 2013 (Activité existante élargie)		Fournitures, marchandises et matériels	1'000
	2.3.3 À la demande des pays, élaborer des dispositions relatives à la REDD+ à incorporer dans la législation sur les forêts ; jusqu'à six pays ont appuyé l'élaboration d'un texte juridique définissant les amendements à apporter ou une nouvelle législation applicable à la REDD+ (Activité existante élargie)		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	1'500
	2.3.4 Analyses juridique et économique de l'impact de cadres réglementaires et fiscaux portant sur les chaînes logistiques de produits de base pertinentes « à haut risque pour les forêts » dans trois pays (Nouvelle activité)		Services contractuels	196'729
			Frais de déplacement	56'692
			Transferts et subventions	254'500
Coût total du programme			671'159	
Coûts indirects 7%			46'981	
<b>Sous-total</b>			<b>718'140</b>	
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
Fonctions d'appui international			25%	
Appui spécifique aux pays			75%	
Secrétariat				

Réalisation 2.4: Capacités nationales nécessaires aux paiements fondés sur les résultats et aux systèmes participatifs de partage des avantages (BDS)	2.4.1 Appui ciblé dans les pays (au moins trois autres pays supplémentaires) en vue d'établir des dispositifs nationaux de financement de la REDD+ et d'incorporer des systèmes de répartition des bénéfices dans les systèmes nationaux de développement et de comptabilité	PNUD	Personnel et autres dépenses connexes	150'000
	2.4.2 Élaboration d'orientations sur les meilleures pratiques, enseignements tirés et cadres d'appui		Frais de déplacement	26'916
	2.4.3 Appui technique aux systèmes nationaux de financement de la REDD+		Transferts et subventions	327'103
	2.4.4 Contribuer à l'échange de savoirs Sud-Sud en ce qui concerne les systèmes comptables et les systèmes de répartition des avantages en 2014		Frais généraux de fonctionnement	10'000
Coût total du programme				514'019
Coûts indirects 7%				35'981
<b>Sous-total</b>				<b>550'000</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>15%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>85%</b>
<b>Secrétariat</b>				
Réalisation 2.5 Appui à l'identification de politiques et de mesures connexes au niveau national (notamment afin de tenir compte des facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts) <sup>3)</sup>	2.5.1 Appliquer et faire connaître les orientations et les outils existants afin de promouvoir une gestion durable des forêts	FAO	Personnel et autres dépenses connexes	119'159
	2.5.2 Appui à l'identification des politiques et mesures connexes au niveau national		Frais de déplacement	135'000
	2.5.3 Renforcer les capacités de coordination entre la REDD+ et le plan d'action FLEGT en ce qui concerne les processus de planification et les programmes forestiers nationaux		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	1'500
			Services contractuels	18'740
			Frais généraux de fonctionnement	2'000
Coût total du programme				276'399

Coûts indirects 7%				19'348
<b>Sous-total</b>				<b>295'747</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>20%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>80%</b>
<b>Secrétariat</b>				
Réalisation 2.6: Risques de corruption associés à la REDD+	2.6.1 Appui ciblé visant à identifier, à hiérarchiser et atténuer les risques de corruption dans le contexte national de 10 pays, afin de recenser les risques et d'élaborer des plans de renforcement des capacités au niveau national (Activité existante élargie)	PNUD	Personnel et autres dépenses connexes	128'972
	2.6.2 Appui technique mondial et soutien aux initiatives nationales existantes sur la lutte contre la corruption associée à la REDD+ dans 12 pays, notamment assistance technique visant à incorporer les dispositions anti-corruption dans les décrets et les lois relatifs à la REDD+		Frais de déplacement	11'215
	2.6.3 Supports d'information (publications sur les enseignements tirés ; matériels didactiques pour différents groupes de parties prenantes (gouvernements locaux, société civile, autorités judiciaires, agences de lutte contre la corruption) ; appui et participation à des groupes régionaux d'experts sur la lutte contre la corruption et la REDD+ ; débats en ligne sur des thèmes choisis) et organisation d'un échange Sud-Sud pour partager les enseignements tirés dans le cadre de la lutte contre les risques de corruption associés à la REDD+ (Activité existante élargie)		Transferts et subventions	373'832
	2.6.4 Appui à la participation de partenaires nationaux à des événements tels que les « Oslo REDD+ exchanges » et la Conférence internationale sur la lutte contre la corruption			
Coût total du programme				514'019
Coûts indirects 7%				35'981
<b>Sous-total</b>				<b>550'000</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>25%</b>



<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>75%</b>
<b>Secrétariat</b>				
Réalisation 2.7 Fournir un appui technique afin de renforcer les capacités institutionnelles relatives aux régimes fonciers (en vue de tenir également compte des facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts) <sup>4)</sup>	2.7.1 Soutien à la mise en œuvre des Directives volontaires, compte tenu de leur pertinence pour le renforcement de la gouvernance des régimes fonciers associée à la REDD+	FAO	Personnel et autres dépenses connexes	22'850
			Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	3'500
	2.7.2 Appui dans les pays pour renforcer les capacités institutionnelles relatives aux régimes fonciers		Services contractuels	36'710
	2.7.3 Examen des dispositions en matière de régime foncier en vigueur dans le pays, notamment des pratiques coutumières existantes (Nouvelle activité)		Frais de déplacement	30'000
	2.7.4 Ateliers de formation à destination des parties prenantes (dont les populations autochtones) en vue de susciter la sensibilisation et encourager une participation éclairée aux aspects juridiques, administratifs et opérationnels des régimes fonciers et de la REDD+ (Nouvelle activité).		Frais généraux de fonctionnement	20'000
	2.7.5 Procéder à des essais pilotes en vue de tracer une cartographie participative des régimes fonciers / des droits applicables à l'échelon local (Nouvelle activité)			
	2.7.6 Encourager les points focaux d'ONU-REDD à assister aux ateliers nationaux et régionaux sur les régimes fonciers (Nouvelle activité)			
Coût total du programme				113'060
Coûts indirects 7%				7'914
<b>Sous-total</b>				<b>120'974</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>0%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>100%</b>
<b>Secrétariat</b>				
Réalisation 2.8: Participation des femmes dans les systèmes nationaux REDD+ <sup>5)</sup>	2.8.1 Travaux de recherche documentés et partenariats visant à mieux comprendre la REDD+ et la dynamique relative aux sexes/séparément	PNUD	Personnel et autres dépenses connexes	46'729

	2.8.2 Renforcer, s'il y a lieu, l'intérêt du Programme ONU-REDD pour les questions relatives aux hommes et aux femmes en faveur de la REDD+, grâce à la collaboration interinstitutions, à des services de conseils et à l'engagement des parties prenantes		Transferts et subventions	186'916
	2.8.3 Appui ciblé afin de mettre en place des plans d'intégration des questions relatives aux hommes et aux femmes en vue de la REDD+ (Activité existante élargie)			
	2.8.4 Appui technique afin d'incorporer les questions relatives aux hommes et aux femmes dans les programmes nationaux et/ou les stratégies nationales en faveur de la REDD+ (Activité existante élargie).			
Coût total du programme				233'645
Coûts indirects 7%				16'355
<b>Sous-total</b>				<b>250'000</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
Fonctions d'appui international				0%
Appui spécifique aux pays				100%
Secrétariat				
<b>Total résultat</b>				<b>3'869'839</b>
<b>Domaine d'activité 4 : Engagement des parties prenantes</b>				
<b>Résultat 4 : Les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes participent effectivement aux processus décisionnels, à l'élaboration de stratégies et aux initiatives de mise en œuvre relatives à la REDD+, aux niveaux national et international</b>		<b>Organisme responsable</b>	<b>Allocation des ressources (USD)</b>	
<b>Réalisations prévues</b>	<b>Activités proposées</b>		<b>Postes budgétaires</b>	<b>Montant</b>
Réalisation 4.1: Les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes sont informés	4.1.1 Appui aux équipes du Programme ONU-REDD dans les pays et aux Programmes nationaux afin d'informer les populations autochtones, les communautés locales et les partenaires de la société civile sur la REDD+	UNDP	Personnel et autres dépenses connexes	50'000

des processus, politiques et activités REDD+ mis en place au niveau national et international	4.1.2 Réunir des informations sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés quant à l'engagement des populations autochtones et des organisations de la société civile, les analyser et les synthétiser et les partager		Fournitures, marchandises et matériels	130'000
	4.1.3 Donner des informations sur les meilleures pratiques, les enseignements tirés, les avis et les réalisations du Programme ONU-REDD en ce qui concerne la participation des populations autochtones, des communautés locales, de la société civile, des parties prenantes, des partenaires et des bailleurs de fonds		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	5'000
	4.1.4 Appui à l'échange d'expériences et de savoirs Sud-Sud pour les populations autochtones, les communautés locales et les partenaires de la société civile		Services contractuels	250'000
	4.1.5 Appui à l'échange d'expériences et de savoirs Sud-Sud pour les populations autochtones, les communautés locales et les parties prenantes de la société civile		Frais de déplacement	30'000
	4.1.6 Appui aux membres des populations autochtones et des conseils d'administration des organisations de la société civile afin de veiller à ce que les populations autochtones, les communautés locales et la société civile soient informées des activités, procédures et décisions du Programme ONU-REDD, et qu'il soit tenu compte de leurs avis.		Transferts et subventions	150'000
				Frais généraux de fonctionnement
Coût total du programme				620'000
Coûts indirects 7%				43'400
<b>Sous-total</b>				<b>663'400</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>50%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>50%</b>
<b>Secrétariat</b>				
Réalisation 4.3: Appui à la mise en œuvre de pratiques et d'orientations sur la participation effective des parties prenantes dans les pays concernés par la REDD+ <sup>6)</sup>	4.3.1 Appui technique aux pays (gouvernement; personnel et responsables des Programmes nationaux ONU-REDD; personnel de bureau dans les pays; représentants des populations autochtones et de la société civile) afin d'incorporer les principes, les orientations et les procédures dans les activités du Programme ONU-REDD	PNUD	Personnel et autres dépenses connexes	80'000

	4.3.2 Appui à l'élaboration et à l'application de mécanismes de recours pour veiller à ce que les doléances et les plaintes soient traitées de manière efficace et appropriée		Fournitures, marchandises et matériels	10'000
	4.3.3 Élaboration en collaboration dans au moins 4 pays partenaires de stratégies d'engagement des parties prenantes au niveau national		Services contractuels	200'000
	4.3.4 Élaboration de directives nationales CPLCC (consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause) dans au moins 2 pays partenaires et réalisation des activités CPLCC initiales dans au moins 4 pays		Frais de déplacement	60'000
			Transferts et subventions	320'000
			Frais généraux de fonctionnement	15'000
	4.3.5 Élaboration d'orientations et de mécanismes de recours en cas de doléances et de plaintes, à l'échelon nationale, dans au moins 3 pays partenaires			
	Coût total du programme			685'000
	Coûts indirects 7%			47'950
	<b>Sous-total</b>		-	<b>732'950</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
	<b>Fonctions d'appui international</b>			<b>40%</b>
	<b>Appui spécifique aux pays</b>			<b>60%</b>
	<b>Secrétariat</b>			
Réalisation 4.4: Les parties prenantes sont encouragées à prendre part aux processus REDD+ nationaux et internationaux et à les influencer	4.4.1 Appui ciblé à la formation et au renforcement des capacités des populations autochtones, des communautés locales, des partenaires de la société civile et des parties prenantes regroupant des femmes, en portant l'accent sur les questions et les droits concernant essentiellement la REDD+, et pour les inciter à prendre part directement aux processus REDD+ (par exemple, CPLCC, Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, droits des peuples autochtones, négociations, formation juridique, etc.) dans au moins 4 autres pays partenaires (Activité existante élargie)	PNUD	Personnel et autres dépenses connexes	40'000

	4.4.2 Appui à la participation des peuples autochtones, des communautés locales et des partenaires de la société civile aux processus REDD+ nationaux, régionaux et internationaux (par exemple, CBD, CCNUCC, UNPFII-Instance permanente de l'ONU sur les questions autochtones, réunions du Programme ONU-REDD, etc.)		Fournitures, marchandises et matériels	10'000
	4.4.3 Appui aux consultations des parties prenantes en faveur de la collaboration et de l'échange d'informations		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	5'000
			Services contractuels	50'000
	4.4.4 Favoriser l'accès et la participation active des populations autochtones et des organisations de la société civile aux processus REDD+ nationaux, en créant des plates-formes et des réseaux de parties prenantes dans au moins 4 pays partenaires (Nouvelle activité)		Frais de déplacement	40'000
			Transferts et subventions	320'000
			Frais généraux de fonctionnement	10'000
Coût total du programme				475'000
Coûts indirects 7%				33'250
<b>Sous-total</b>				<b>508'250</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>40%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>60%</b>
<b>Secrétariat</b>				
Réalisation 4.5: Engagement du secteur privé dans la préparation à la REDD+ et large consensus des parties prenantes sur cet engagement	4.5.1 Nouer un dialogue entre les parties prenantes et les organismes du secteur privé, notamment les institutions financières, au niveau national afin d'étudier les possibilités de soutenir la préparation à la REDD+ et la Phase II		Personnel et autres dépenses connexes	200'000
	4.5.2 Réaliser et diffuser une analyse concernant le potentiel de l'engagement du secteur privé et les principaux obstacles à cet engagement		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	15'000

	4.5.3 Proposer des activités d'appui et de renforcement des capacités dans les pays partenaires, sur demande, afin d'étudier les partenariats public-privé possibles et les options d'investissement du secteur privé, avec la participation active des institutions financières (notamment Initiative financière du PNUE)	UNEP	Services contractuels	100'000
	4.5.4. Effectuer une analyse de rentabilité approfondie, dans trois pays, portant sur la participation du secteur privé dans les activités associées à la REDD+, et élaborer des plans d'investissement en vue de la mise en œuvre de la REDD+ (Nouvelle activité)		Frais de déplacement	100'000
	4.5.5. Mettre au point des méthodes d'évaluation de la « valeur à risque » cachée, associée à l'exposition directe et indirecte du déboisement dans les portefeuilles d'investissements de capitaux des institutions (Nouvelle activité)		Transferts et subventions	1'254'000
	4.5.6. Produire 3 notes d'informations écrites et 3 vidéos animées, dans de nombreuses langues, expliquant les rudiments de la fonction financière du secteur privé aux professionnels œuvrant en faveur de la REDD+ (Nouvelle activité)		Frais généraux de fonctionnement	6'000
	4.5.7. Produire une série de notes d'informations analytiques expliquant de quelle manière les mécanismes de financements publics sont aptes à appuyer activement les activités de la REDD+, sur la base des contributions des institutions financières privées (Nouvelle activité)			
	4.5.8 Appui à la réalisation d'analyses et à l'élaboration de plans de mise en œuvre dans 3 pays, concernant une augmentation des investissements financiers en faveur des parties prenantes du secteur agricole, y compris une évaluation de la dimension hommes-femmes (Nouvelle activité)			
	4.5.9 Réalisation d'une étude de faisabilité qui examine l'application du modèle CIS (Contrats ou obligations à impact social) à une éventuelle Obligation à impact environnemental applicable à la REDD+ et aux paysages forestiers (Nouvelle activité)			
	4.5.10 Créer trois indices d'équité nets de déboisement nul qui s'alignent sur des indices traditionnels ayant une « empreinte forestière » considérablement plus petite (Nouvelle activité)			

Coût total du programme				1'675'000
Coûts indirects 7%				117'250
<b>Sous-total</b>				<b>1'792'250</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>17%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>83%</b>
<b>Secrétariat</b>				
<b>Total résultat</b>				<b>3'696'850</b>
<b>Domaine d'activité 5 : Avantages multiples</b>				
Réalisation 5.2: Appui aux pays afin de tenir compte des garanties et de les respecter <sup>7)</sup>	5.2.1 Définir une approche afin de tenir compte des questions sociales et environnementales dans le cycle du Programme ONU-REDD, et des les incorporer dans les processus et procédures pertinents du Programme ONU-REDD	PNUD, PNUÉ	Personnel et autres dépenses connexes	299'533
	5.2.2 Appliquer une approche cohérente afin d'aider les pays à tenir compte des garanties et à les respecter, en utilisant les principes et critères sociaux et environnementaux (PCSE) comme un cadre d'orientation, et de fournir des orientations aux pays sur l'application des garanties pertinentes		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	5'000
	5.2.3 Fournir un appui technique en ce qui concerne l'établissement d'approches nationales visant à tenir compte des garanties et à les respecter au moyen d'un appui ciblé (au moins dans 4 pays). L'approche prévoira l'utilisation des PCSE, lorsque cela répond aux besoins des pays.		Services contractuels	25'000
	5.2.4 Appui technique dans au moins 8 pays concernés par le Programme ONU-REDD		Frais de déplacement	40'000
	5.2.5 Poursuivre l'amélioration des outils et orientations pertinents, notamment les PCSE et l'outil BeRT, et diffuser les enseignements tirés		Transferts et subventions	733'618
	5.2.6 Appui technique aux pays pour élaborer des PLR (politiques, lois et réglementations) applicables aux instruments de sauvegarde associés à la REDD+, en organisant des ateliers participatifs et des séances de travail concertées avec des spécialistes nationaux			

	(Nouvelle activité)			
	5.2.7 Analyse et directives concernant la contribution de la REDD+ aux résultats que peut apporter le développement inclusif et à la protection sociale (Nouvelle activité)			
Coût total du programme				1'108'151
Coûts indirects 7%				77'571
<b>Sous-total</b>				<b>1'185'722</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>24%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>76%</b>
<b>Secrétariat</b>				
Réalisation 5.3: Appui aux pays afin de fournir des informations permettant de tenir compte des garanties et de les respecter <sup>8)</sup>	5.3.1.Élaboration d'un document-cadre relatif aux systèmes d'information sur les garanties (SIS) afin de soutenir les organismes dans leur appui aux pays en matière de SIS	FAO, PNUE	Personnel et autres dépenses connexes	256'855
	5.3.2. Appui ciblé à l'élaboration de systèmes nationaux d'information sur les garanties, à la demande des pays, en organisant des ateliers participatifs et des séances de travail concertées avec des spécialistes nationaux (Nouvelle activité)		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	3'000
	5.3.3. Adossement technique dans 8 pays en ce qui concerne l'établissement de systèmes nationaux d'information sur les garanties		Services contractuels	215'782
	5.3.4. Organiser des débats et des événements aux niveaux international et régional, incluant une coopération Sud-Sud, sur les enseignements tirés de l'utilisation des systèmes d'information qui mettent en évidence les bénéfices multiples de la REDD+		Frais de déplacement	120'000
	5.3.5. Création de supports d'information qui mettent en évidence les enseignements tirés et les expériences des pays qui établissent des systèmes nationaux de garanties, notamment en appliquant des garanties et des systèmes d'information sur les garanties		Frais généraux de fonctionnement	25'000



	5.3.6 Analyse et directives concernant la contribution de la REDD+ aux résultats que peut apporter le développement inclusif et à la protection sociale (Nouvelle activité)		Transferts et subventions	75'000
Coût total du programme				695'637
Coûts indirects 7%				48'695
<b>Sous-total</b>				<b>744'332</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>12%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>88%</b>
<b>Secrétariat</b>				
<b>Total résultat</b>				<b>1'930'053</b>
<b>Domaine d'activité 6 : Stimulation de l'économie verte par la REDD+</b>				
<b>Résultat 6 : Les stratégies et les investissements relatifs à la REDD+ stimulent les processus de transformation en faveur d'une économie</b>		<b>Organisme responsable</b>	<b>Allocation des ressources (USD)</b>	
<b>Réalisations prévues</b>	<b>Activités proposées</b>		<b>Postes budgétaires</b>	<b>Montant</b>
Réalisation 6.2: Conseils techniques à l'appui des options et des stratégies d'investissement nécessaires à la REDD+ <sup>9)</sup>	6.2 .1 Offrir une assistance technique et un appui au renforcement des capacités sur les incitations économiques efficaces et les mesures dissuasives connexes visant à réduire le déboisement et la dégradation des forêts, et faciliter la coopération Sud-Sud y relative	PNUE	Personnel et autres dépenses connexes	200'000
	6.2.2 Soutenir la réalisation d'analyses approfondies sur les scénarios nationaux de participation en faveur d'une économie verte sur la base des stratégies REDD+, et communiquer les enseignements qui en sont tirés		Transferts, subventions et contreparties	463'800
	6.2.3 Informer régulièrement les pays sur le Fonds vert pour le climat et sur d'autres possibilités de financement de la REDD+			
	6.2.4 Établir des liens entre l'étude sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB), l'initiative sur l'économie de la dégradation des terres (ELD), et les initiatives connexes de renforcement des capacités en cours, et diffuser les données disponibles concernant de nouvelles méthodes d'évaluation et			

	d'estimation			
	6.2.5 Coordination et appui de façon à établir des liens au niveau du Programme entre l'économie verte et les processus participatifs de développement national			
Coût total du programme				663'800
Coûts indirects 7%				46'466
<b>Sous-total</b>				<b>710'266</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>28%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>72%</b>
<b>Secrétariat</b>				
Réalisation 6.3: Conseil et appui technique afin de tenir compte des facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts dans le contexte d'une économie verte	6.3.1 Soutenir la mise en place de projets REDD+ pilotes et établir des liens entre ces projets et les marchés des droits d'émission de carbone, à la demande des pays partenaires	PNUD	Personnel et autres dépenses connexes	1'289'000
	6.3.2 Étudier les liens du côté de la demande et du côté de l'offre concernant la production et la consommation durable de matières premières		Fournitures, marchandises et matériels	44'500
	6.3.3 Compiler et diffuser les enseignements tirés		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	35'000
	6.3.4 Appui à l'élaboration de politiques et de mesures intersectorielles en faveur d'une gestion forestière durable en utilisant l'approche fondée sur les écosystèmes		Services contractuels	93'500
	6.3.5 Appui aux pays afin d'évaluer les politiques sectorielles (agriculture, exploitation minière, infrastructures, énergie et foresterie) et établir des plans complets visant à réaliser des objectifs de développement durable		Frais de déplacement	167'500
	6.3.6 Étudier les meilleurs moyens de combiner incitations économiques, mesures dissuasives et mesures habilitantes afin de s'attaquer aux facteurs de déboisement		Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs (divers)	45'500

	6.3.7 Appuyer des stratégies conjointes à l'échelon national pour faire en sorte que les chaînes logistiques soient libres de toute forme de déboisement : s'adresser aux acheteurs de matières premières (négociants, fabricants et détaillants) au niveau mondial (Nouvelle activité)			
	6.3.8 À la demande des pays, les aider à réduire le déboisement au niveau des chaînes logistiques productives, en créant et opérationnalisant des plates-formes nationales consacrées aux matières premières (Nouvelle activité)			
	6.3.9 Dispenser conseils stratégiques et techniques sur la marche à suivre pour renforcer le cadre des politiques et la planification de l'exploitation des terres (Nouvelle activité).			
	6.3.10 À la demande des pays, préparer une estimation des éventuels éléments économiques susceptibles d'inciter les exploitants agricoles à réduire leur expansion dans les zones forestières (Nouvelle activité)			
Coût total du programme				1'675'000
Coûts indirects 7%				117'250
<b>Sous-total</b>				<b>1'792'250</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>58%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>42%</b>
<b>Secrétariat</b>				
<b>Total résultat</b>				<b>2'502'516</b>
<b>TOTAL DOMAINES D'ACTIVITÉ 1-6</b>				<b>18'061'575</b>
<b>GESTION DES SAVOIRS ET SERVICES DE SECRETARIAT</b>				
<b>Résultat 7 : 1 Développement, gestion, analyse et partage des connaissances du Programme ONU-REDD en vue d'appuyer les efforts de REDD+ à tous les niveaux (encadrés/coordonnés par le Secrétariat)</b>		<b>Organisme responsable</b>	<b>Allocation des ressources (USD)</b>	
<b>Réalisations prévues</b>	<b>Activités proposées</b>		<b>Postes budgétaires</b>	<b>Montant</b>

Réalisation 7.1. Création et amélioration des ressources et des systèmes utiles à la gestion des savoirs <sup>10)</sup>	7.1.1 Mise à jour régulière et amélioration du site Internet du Programme ONU-REDD et d'autres plates-formes externes en ligne	Secrétariat (PNUD)	Personnel et autres dépenses connexes	100'000
	7.1.2 Mise à jour régulière et amélioration de l'espace collaboratif en ligne du Programme ONU-REDD		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	40'000
	7.1.3 Établissement de modèles internes et de bases de données, si nécessaire, y compris d'une base de données de spécialistes (Activité existante élargie)		Services contractuels	150'000
	7.1.4 Établissement et mise en œuvre d'une stratégie de gestion des savoirs au niveau de l'organisme		Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs (divers)	10'000
	7.1.5 Fournir un appui à la gestion des savoirs aux équipes régionales et aux équipes nationales (Activité existante élargie)			
	7.1.6 Effectuer une estimation des besoins en services TI (technologie de l'information) (Nouvelle activité)			
Coût total du programme			-	300'000
Coûts indirects 7%			-	21'000
<b>Sous-total</b>			-	<b>321'000</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>0%</b>
<b>Secrétariat</b>				<b>100%</b>
Réalisation 7.2: Les savoirs relatifs à la REDD+ sont en permanence élaborés, adaptés et partagés sous différents formats innovants à des fins de formation, de plaidoyer, de promotion et de renforcement des capacités.	7.2.1 Constituer et diffuser des savoirs techniques en partageant des publications et des ressources, destinées aux pays partenaires et aux professionnels de la REDD+ (par exemple, brochures thématiques, fiches d'information, livrets sur les enseignements tirés, notes d'orientations, vidéos, modules d'apprentissage en ligne, formation en ligne et instruments divers, etc.)	FAO, Secrétariat (PNUD), UNEP	Personnel et autres dépenses connexes	475'674
	7.2.2 Élaborer et diffuser des outils de communication d'entreprise destinés à des publics extérieurs plus larges (par exemple bilans annuels, feuillets sur les cas exemplaires, bulletins d'information, fiches d'information, témoignages, vidéos, annonces officielles, lettres d'opinion, etc.)		Fournitures, marchandises et matériels	-

	7.2.3 Organiser des événements internationaux, régionaux et nationaux à des fins de partage des savoirs et de promotion (en présentiel ou à distance), sur des aspects relatifs à la préparation et à la mise en œuvre de la REDD+		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	170'000
	7.2.4 Fournir aux équipes régionales et nationales un appui à la communication externe (Activité existante élargie)		Services contractuels	200'000
	7.2.5 Répondre en temps utile aux demandes d'information internes et externes		Frais de déplacement	100'000
	7.2.6 Élaborer des plans de gestion des savoirs et de renforcement des capacités, au niveau national, sur la base d'un pays/région (Nouvelle activité)		Transferts, subventions et contreparties	800'000
	7.2.7 Créer des bases de données incorporant les enseignements tirés, organiser 3 événements régionaux ayant pour thème l'échange des savoirs, au niveau national, pour systématiquement assimiler, partager et appliquer les leçons tirées des expériences des pays sur des sujets prioritaires, en vue de la préparation à la REDD+ et de sa mise en œuvre (Nouvelle activité)		Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs (divers)	30'000
	7.2.8 Évaluer les besoins de connaissances et savoirs des pays, et revoir les processus de développement des supports d'information, la « bibliothèque » de ressources, et mettre en place des groupes d'experts pour répondre aux besoins des pays (Nouvelle activité)			
	7.2.9 Préparer 3 documents de réflexion sur des sujets d'actualité en adéquation avec la REDD+, prévoir des consultations avec les pays en organisant des réunions régionales et mondiales, utiliser des objets virtuels et diffuser les résultats de ces actions (Nouvelle activité)			
	7.2.10 Examiner et mettre à jour les supports d'information pour appuyer le processus d'élaboration des Programmes nationaux (Nouvelle activité)			
	Coût total du programme			1'775'674
	Coûts indirects 7%			124'297
	<b>Sous-total</b>			<b>1'899'972</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
	<b>Fonctions d'appui international</b>			<b>54%</b>

<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>46%</b>
<b>Secrétariat</b>				
Réalisation 7.3: Concevoir, créer et gérer une Académie REDD+, dotée des ressources et outils connexes, pour renforcer les capacités de la REDD+ (Nouvelle réalisation)	7.3.1 Effectuer trois évaluations régionales des besoins en renforcement des capacités et élaborer un cadre pour l'Académie REDD+ (Nouvelle activité)	PNU	Personnel et autres dépenses connexes	200'000
	7.3.2 Coordonner et conclure des accords de partenariat, élaborer des programmes d'études et préparer le matériel connexe à destination de l'Académie REDD+ (Nouvelle activité)		Fournitures, marchandises et matériels	100'000
	7.3.3 Organiser la première séance de l'Académie REDD+ (Nouvelle activité)		Services contractuels	800'000
Coût total du programme				1'100'000
Coûts indirects 7%				77'000
<b>Sous-total</b>				<b>1'177'000</b>
<i>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</i>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>11%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>89%</b>
<b>Secrétariat</b>				
<b>Total résultat</b>				<b>3'397'972</b>
<b>Résultat 8 : Le Programme ONU-REDD offre aux pays partenaires du Programme ONU-REDD, au Conseil d'orientation et aux Organismes participants des Nations Unies des services de secrétariat prompts et efficaces</b>		<b>Organisme responsable</b>	<b>Allocation des ressources (USD)</b>	
<b>Réalisations prévues</b>	<b>Activités proposées</b>		<b>Postes budgétaires</b>	<b>Montant</b>
Réalisation 8.1 Gestion efficace du Secrétariat, et création de mécanismes généraux de coordination et d'assurance qualité, efficaces et efficients, entre les organismes	8.1.1 Examen du Protocole d'accord du Programme ONU-REDD	Secrétariat (All)	Personnel et autres dépenses connexes	270'000
	8.1.2 Révision du mandat du Secrétariat		Services contractuels	50'000
	8.1.3 Élaboration du plan de travail et du budget du Programme ONU-REDD		Frais de déplacement	277'290
	8.1.4 Organiser un séminaire sur le Programme		Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs (divers)	20'000
	8.1.5 Appliquer et favoriser les recommandations relatives aux examens internes			

	8.1.6 Faciliter les contributions interinstitutions ayant de grandes incidences sur le Programme			
	8.1.7 Proposer des services de secrétariat aux organismes et au Conseil d'orientation			
	8.1.8 Mettre en place une base de données interne présentant les sources des documents du Secrétariat, notamment en ce qui concerne l'appui ciblé			
	8.1.9 Réaliser une évaluation externe du Programme			
	8.1.10 Entreprendre une révision de la stratégie du Programme			
	8.1.12 <i>Élaboration de la stratégie post-2015 sur la base d'un processus multipartite solide (Nouvelle activité)</i>			
	Coût total du programme			617'290
	Coûts indirects 7%			43'210
	<b>Sous-total</b>			<b>660'500</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
	<b>Fonctions d'appui international</b>			
	<b>Appui spécifique aux pays</b>			<b>0%</b>
	<b>Secrétariat</b>			<b>100%</b>
Réalisation 8.4 Le Conseil d'orientation, le Groupe chargé de la stratégie et le Groupe de direction du Programme ONU-REDD sont opérationnels et efficaces	8.4.1 Organiser deux réunions du Conseil d'orientation par an	Secrétariat /All	Personnel et autres dépenses connexes	60'000
	8.4.2 Organiser une réunion conjointe avec le Fonds de partenariat pour le carbone forestier		Services contractuels	110'000
	8.4.3 Mettre la dernière main à la réforme de la structure du Conseil d'orientation		Frais de déplacement	80'000
	8.4.4 Assurer la coordination des communications intersessions et des décisions avec le Conseil d'orientation			
	8.4.5 Coordonner les groupes de travail du Conseil d'orientation			
	8.4.6 Organiser les réunions du Groupe consultatif et du Groupe chargé de la formulation de la stratégie			
	8.4.7 Élaborer des rapports intérimaires à soumettre au Groupe chargé de la stratégie			

Coût total du programme				250'000
Coûts indirects 7%				17'500
<b>Sous-total</b>				<b>267'500</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>0%</b>
<b>Secrétariat</b>				<b>100%</b>
Réalisation 8.5 Mise en œuvre d'un cadre de suivi et d'évaluation fondé sur les résultats	8.5.1 Cadre de suivi et d'évaluation fondé sur les résultats nécessaire au fonctionnement du Programme ONU-REDD	Secrétariat/All	Personnel et autres dépenses connexes	300'000
	8.5.2 Cadre de suivi et d'évaluation fondé sur les résultats nécessaire au fonctionnement du Programme ONU-REDD		Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	62'302
	8.5.3 Élaboration d'un plan de travail annuel interinstitutions et d'un cadre de suivi du Programme d'appui aux plans d'action REDD+ nationaux		Services contractuels	440'187
	8.5.4 Établir un registre des activités existantes de niveau 2		Frais de déplacement	100'000
	8.5.5 Coordonner l'évaluation de la clôture des Programmes nationaux		Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs (divers)	10'000
	8.5.6 Évaluer les outils servant actuellement à la collecte des notifications des organismes, et élaborer de nouveaux outils efficaces, notamment des outils permettant d'assurer un suivi des progrès réalisés			
	8.5.7 Cours de formation et de suivi à l'intention du personnel et des partenaires œuvrant en faveur du Programme, pour garantir la mise en œuvre du cadre de suivi basé sur les résultats à tous les niveaux du Programme ONU-REDD (Nouvelle activité)			
	8.5.8 Évaluer et développer des outils servant à la collecte des notifications des organismes et au suivi des résultats du Programme, à divers niveaux, notamment au niveau des incidences (Nouvelle activité)			
Coût total du programme				912'489
Coûts indirects 7%				63'874
<b>Sous-total</b>				<b>976'363</b>



<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>0%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>0%</b>
<b>Secrétariat</b>				<b>100%</b>
Réalisation 8.6 Amélioration des partenariats extérieurs et renforcement de la mobilisation des ressources	8.6.1 Organiser des réunions conjointes avec d'autres initiatives multilatérales	Secrétariat/All	Services contractuels	20'000
	8.6.2 Coordonner les approches avec d'autres initiatives multilatérales et bilatérales du Programme ONU-REDD		Frais de déplacement	52'961
	8.6.3 Exécuter les activités et les plans relatifs à la collecte de fonds			
Coût total du programme				72'961
Coûts indirects 7%				5'107
<b>Sous-total</b>				<b>78'068</b>
<b>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</b>				
<b>Fonctions d'appui international</b>				<b>0%</b>
<b>Appui spécifique aux pays</b>				<b>0%</b>
<b>Secrétariat</b>				<b>100%</b>
Réalisation 8.7 Le rôle du Secrétariat consiste à soutenir activement le leadership national afin de l'orienter vers des programmes et des initiatives de préparation plus étroitement intégrés et mieux coordonnés. (Nouvelle réalisation) I	8.7.1 À la demande des pays appuyer les évaluations des besoins nationaux concernant des domaines d'activité SNA, et ce pour jusqu'à 12 pays (Nouvelle activité)	Secrétariat/FAO	Personnel et autres dépenses connexes	324'000
	8.7.2 Partager et communiquer les résultats des évaluations des besoins au Conseil d'orientation et aux agences participantes d'ONU-REDD (Nouvelle activité)		Fournitures, marchandises et matériels	36'000
	8.7.3 Assurer le suivi des actions entreprises au niveau national et de tout appui supplémentaire accordé, à l'issue de l'évaluation des besoins et consolider les résultats obtenus (Nouvelle activité)		Frais de déplacement	600'000
			Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs (divers)	240'000
Coût total du programme				1'200'000
Coûts indirects 7%				84'000

Sous-total				1'284'000
<i>Sur la base du sous-total du budget consacré à la réalisation, répartition du budget (en %) selon les catégories d'appui :</i>				
Fonctions d'appui international				10%
Appui spécifique aux pays				90%
Secrétariat				0%
Total résultat				3'266'432
GRAND TOTAL				24'725'978